

Tendances

L'inauguration du [Louvre d'Abou Dhabi](#) par le Président Emmanuel Macron et le Prince héritier Mohammad Ben Zayed Al Nahyan est l'occasion de montrer une nouvelle dimension des relations stratégiques qui lient la France et les Emirats Arabes Unis. Ce projet, universel dans sa vocation première, rapproche encore plus Paris d'Abou Dhabi et engage durablement les deux alliés.

Mieux qu'une base militaire projetée, et en parallèle de celle-ci, le Louvre d'Abou Dhabi est la quintessence du soft power français dans le monde arabe et dans le Golfe en particulier. Aux EAU, où il côtoie La Sorbonne, le musée offre à la France une base culturelle avancée à partir de laquelle la Maison France rayonnera vers de nouvelles destinations.

C'est un projet stratégique, par essence, engageant, et gagnant-gagnant. Il confirme la [convergence durable entre Paris et Abou Dhabi](#).



محمد بن زايد @Moh... · 06/09/17 ✓

Louvre Abu Dhabi est le fruit d'un partenariat stratégique avec la France et l'expression de la culture qui nous rassemble.

20 185 290

Les relations franco-émiraties évoluent, se diversifient et se renforcent. Elles permettent aux deux partenaires de s'engager à la carte, et d'accommoder leur engagement mutuel en vue d'en tirer le meilleur parti. Loin de les emprisonner dans une quelconque logique de jeu à somme nulle, entre eux deux d'abord et entre eux et leurs autres partenaires respectifs ensuite, ces relations sont aujourd'hui nécessaires et pour la France et pour les EAU.

Malgré leur solidité, elles ne sont jamais à l'abri de soubresauts et d'incidents conjoncturels. L'Élysée, où MBZ était reçu en juin dernier, veille scrupuleusement à ce que rien ne vienne déstabiliser les relations franco-aboudhabiennes. C'est pratiquement une constante pour la Présidence française. Le Président Macron l'a très vite compris, en recherchant des repères stables dans une région tourmentée.

La LettreM

La LettreM est un bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La LettreM est destinée aux partenaires régionaux de la France et aux acteurs français (diplomatiques, militaires, économiques et culturels) présents sur la zone MOAN.

La LettreM commente et analyse l'actualité française sur la zone MOAN, avec l'ambition d'aider les partenaires de la France à mieux comprendre et interpréter ses actions et politiques actuelles.

La LettreM propose aussi aux partenaires français des pays arabes et de l'Iran une veille stratégique et opérationnelle de la zone MOAN

La LettreM s'articule autour des axes suivants :

• Tendances

Une synthèse de l'actualité franco-régionale et une mise en perspective des signaux faibles

• E-Diplomacy

Expressions diplomatiques sur la twittosphère

• La France vue par les 24

La perception des actions et politiques françaises suivant un prisme arabe et régional

• Grands contrats

Les enjeux commerciaux majeurs : BTP, Énergie, Défense, Transports, Santé, Finances

• Spotlight

La bourse des acteurs et des décideurs sur la voie Paris-MOAN



Avec la France, Abou Dhabi et son homme fort MBZ sont confiants, même s'ils doivent aussi rester vigilants. Ils adhèrent aux grandes lignes de la politique moyen-orientale de Paris, tout en déployant une série de filets protecteurs. Le pragmatisme des dirigeants émiratis et leur prudence leur imposent ainsi de ne pas s'enfermer, sur aucun terrain, dans une exclusivité stressante. Cela est valable aussi pour le partenaire stratégique français. Cela est visible à tous les niveaux : économiques, militaires, diplomatiques, etc. Mais, en choisissant de réserver à la France cette place privilégiée qu'on lui connaît à Abou Dhabi, MBZ est aussi à la recherche permanente d'une valeur ajoutée qu'il sait pouvoir trouver auprès du partenaire français.

Avec Abou Dhabi, la France et son Président actuel sont également confiants, même s'ils doivent aussi rester alertes. Ils replacent automatiquement les relations franco-émiraties dans leur cadre historique, et mesurent en permanence le degré de satisfaction qu'ils en tirent eux-mêmes ainsi que leurs partenaires aboudhabiens. L'équipe présidentielle doit connaître les attentes de MBZ, et les moyens dont dispose la France pour y répondre.

Le tableau de bord mis à la disposition du Président doit être particulièrement complexe puisqu'il est question d'une région si compliquée, si instable et si importante. Connaître les vraies priorités des EAU, d'Abou Dhabi et de MBZ, permet de faciliter les prises de décision sur des questions touchant directement ou indirectement les relations franco-aboudhabiennes. Ces priorités sont facilement déchiffrables. La complexité vient d'ailleurs. Elle vient des efforts qui sont demandés en permanence à la France pour éviter de se retrouver, à cause de son partenariat avec Abou Dhabi, en porte à faux avec d'autres partenaires sur les dossiers régionaux.

Parmi les dossiers régionaux qui comptent pour Abou Dhabi dans le [contexte géopolitique actuel](#) et sur lesquels la France agit ou pourrait être amenée à agir : [la crise du Qatar](#), [l'Iran](#), le Yémen, la [Libye](#), [l'Egypte](#), la [Syrie](#), l'islam militant (Frères Musulmans, le Hezbollah pro-iranien), la Russie, les Etats-Unis. Sur chacun de ces dossiers, Paris et Abou Dhabi pourraient, à un moment donné, se retrouver en désaccord. En aucun cas, cela ne devrait impacter leurs relations stratégiques. Les deux parties en sont pleinement conscientes, et cela est [dans leur intérêt mutuel](#).

E-Diplomacy

Prudence est le mot d'ordre qui prévaut actuellement sur les réseaux sociaux animés par les équipes de communication des ambassades de France dans les capitales du Moyen-Orient. Les évènements imposent, en effet, une retenue que les diplomates savent s'imposer généralement. Cela se vérifie en parcourant rapidement les comptes sur Twitter des représentations diplomatiques françaises ou même les comptes personnels des ambassadeurs et ambassadrices.

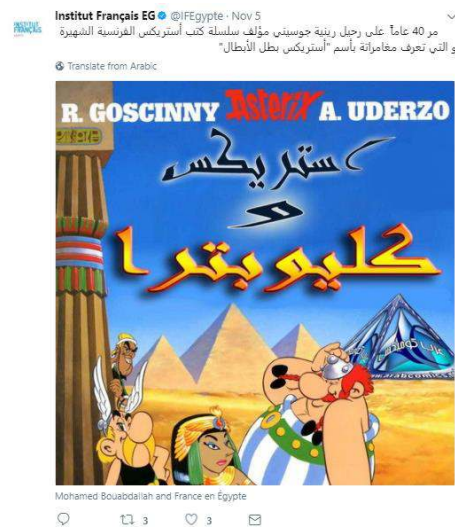
Eviter les crises

La crise du Golfe, entre les partenaires de référence de la France, [la purge menée par le Prince héritier d'Arabie saoudite](#) et la neutralisation de personnalités connectées à des intérêts français, les dérapages du drame yéménite, les échanges tendus entre Téhéran et Riyad, les tensions entre Alger et Rabat, les protestations du rif marocain, la démission du Premier ministre libanais à partir de Riyad et d'autres évènements importants sont pratiquement ignorés par les comptes Twitter des ambassades de France. Ils reprennent, automatiquement et sans commentaires, les déclarations officielles et les communiqués de l'Élysée et du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, sur les questions incontournables : tir d'un missile balistique contre Riyad, démission de Saad Hariri, nucléaire iranien, etc., et bien entendu, les visites d'officiels français.



Diplomatie culturelle

Ces comptes s'occupent surtout, dans le contexte actuel, à couvrir les événements français : visites officielles, salons du Livre, remises de décorations, initiatives sociales et culturelles.



Le Louvre d'Abou Dhabi

Un évènement français majeur, qui occupe particulièrement l'Ambassade de France à Abou Dhabi est l'inauguration du Louvre d'Abou Dhabi [lire : Tendances]. Cela permet à @FranceEmirats et à @ludovic_pouille de rester concentrés sur ce dossier stratégique, et de profiter de l'évènement pour faire du soft power à la française... Tous les Ambassadeurs français en poste dans les capitales du Moyen-Orient n'ont pas la (triple) chance de Ludovic Pouille : d'inaugurer le Louvre à Abou Dhabi, d'accueillir à cette occasion le Président de la république Emmanuel Macron, et d'accompagner l'évolution sereine et stable des relations franco-émiraties...



Soutien (timide) au Bleu et de France

A l'approche du 11 Novembre, il convient de signaler que l'Ambassadeur de France à Abou Dhabi Ludovic Pouille, très actif sur Twitter, est aussi un des rares diplomates en poste dans la région MOAN à avoir arborer son [Bleuet de France](#)... Cela mérite d'être salué.



La suite de cette note et de la rubrique E-Diplomacy est réservée aux clients de MESP

La France vue par les 24

La décision du Président américain Donald Trump de ne pas certifier l'accord international sur le programme nucléaire iranien a été salué aussitôt par Riyad (Bahreïn, EAU, Israël), qui a annoncé dans un communiqué, que « l'Arabie saoudite soutient et salue la ferme stratégie proclamée par le président Trump à l'égard de l'Iran et de sa politique agressive ».

Pour Paris, l'annonce américaine est l'occasion de monter un front européen uni (communiqué conjoint France, Grande-Bretagne et Allemagne) en soutien aussi à la position de l'UE.

Elle est surtout l'occasion pour le Président Emmanuel Macron d'accroître sa visibilité sur ce dossier international sur lequel il a constamment voulu agir face à Trump. Il s'est directement entretenu, par téléphone, avec le Président Hassan Rouhani (communiqué de l'Elysée), avant de décider d'envoyer à Téhéran son Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian et de confirmer son intention de s'y rendre personnellement.

Sur ce dossier, celui du nucléaire iranien, la France se rapproche davantage de la Russie et de la Chine, en étant solidaire des partenaires européens et de la Grande-Bretagne.

Quant au partenaire saoudien, qui affiche donc son soutien à Trump, il est certainement déçu, malgré l'enthousiasme apparent, de cette décision américaine qu'il juge incomplète selon son optique. Le Prince héritier saoudien Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz connaît les limites de la manœuvre américaine, et il doit comprendre le pragmatisme français. Ce sujet en particulier, qui replace la France au centre des grandes manœuvres géopolitiques régionales, entre Washington et Moscou, devrait être à l'ordre du jour des discussions prévues à l'Elysée entre MBS et le Président Macron en novembre (MBS était annoncé à Paris et à Washington, de manière non officielle encore, avant les récents événements à Riyad).

Pour la France, c'est une nouvelle occasion donc de faire jouer son influence sur un dossier aussi sensible, et de consolider sa présence au Moyen-Orient. Dans ce cadre (...)

*La suite de cette note et de la rubrique **La France vue par les 24** est réservée aux clients de MESP*

Grands contrats

▪ Energie

- Liban :

Total gère sereinement le risque-pays

La démission du Premier Ministre Saad Hariri le 04/11 jette un doute sur la procédure d'attribution des premières licences d'exploration et de production d'hydrocarbures offshore. Comme nous l'avions anticipé dans le numéro 11 de la LettreM, Le consortium Total-Eni-Novatek a présenté deux offres lors du premier tour d'attribution de licences offshore qui s'est conclu le 12 octobre, une pour le Bloc 4 et une autre pour le Bloc 9 (dont la partie sud est contestée par Israël). Ce sont les deux seules offres reçues durant cet appel d'offres. En l'absence de concurrence, et vu les termes de l'offre, l'attribution des licences était perçue comme imminente. La démission de Hariri a interrompu cet élan, puisqu'il serait difficile pour un gouvernement de transition de conclure des accords liant l'Etat à des compagnies pétrolières pour une période qui pourrait s'étendre sur des dizaines d'années.

La démission de Hariri n'est pas sans rappeler la démission du Premier Ministre Najib Mikati en 2013, juste avant l'adoption de deux décrets cruciaux pour l'appel d'offres, mettant ainsi le processus en suspens pendant près de quatre ans. La conclusion de cet appel d'offres et la signature des premiers contrats connaîtront-elles le même sort ? A ce stade, le flou persiste et un suivi de la situation s'impose.

Ces blocages politiques font partie du risque-pays, que les compagnies concernées connaissaient déjà et avaient certainement pris en compte avant de décider de présenter leurs offres. Mais c'est le timing qui surprend cette fois.



Total et Eni sont déterminés à poursuivre leurs opérations dans la région, indépendamment du dossier Liban. C'est notamment le cas à Chypre, où Total a eu l'occasion de réaffirmer son engagement lors de la rencontre entre le Président chypriote Nicos Anastasiades et le PDG de Total Patrick Pouyanné à Paris. La compagnie italienne a, pour sa

part, prévu deux à trois forages dans la Zone Economique Exclusive chypriote dans les prochains mois. Un forage est à l'étude dans le Bloc 6, détenu par Eni et Total, dont une partie est contestée par la Turquie.

*La suite de cette note et de la rubrique **Grands contrats** est réservée aux clients de MESP*

Nous vous invitons à lire nos précédentes notes sur le sujet :

[Lebanon's oil & gas licensing round attracts bids from Total-Eni-Novatek](#), 13 octobre 2017.

[Total et les enjeux français dans le gaz offshore libanais](#), 10 octobre 2017.

[Lebanon's fiscal conundrum: what is a fair oil & gas share?](#), 5 octobre 2017.

[Saad Hariri puis Michel Aoun à l'Elysée: que peut faire Emmanuel Macron pour le Liban et pour la France?](#), 29 août 2017.

[Can Lebanon or Israel replicate the success of Cyprus' third offshore licensing round?](#), 17 août 2017.

Spotlight

Arabie Saoudite

La purge entreprise par le Prince héritier Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz dans les milieux princiers, économiques et militaires, n'est pas sans impacter les relations d'affaires entre Paris et Riyad. Dans la note intitulée « [Purge en Arabie Saoudite : MBS consolide son pouvoir](#) », MESP propose une cartographie du business franco-saoudien directement ou indirectement touché (...)



*La suite de cette note et de la rubrique **Spotlight** est réservée aux clients de MESP*



Bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

Beyrouth • Numéro 12 • 7 novembre 2017

Middle East Strategic Perspectives

Business Intelligence | Strategic Monitoring | Stakeholder Mapping | Due Diligence | Communication & Business Diplomacy
www.mesp.me | contact@mesp.me